



REGERINGSKANSLIET

(Traduction non officielle)

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère
au Parlement, mercredi 13 février 2002

Madame la Présidente,

Jamais le monde n'a été aussi riche. L'essor des échanges commerciaux, les nouvelles technologies et les progrès de la science génèrent la croissance et une nouvelle prospérité. Dans le même temps, plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans l'extrême pauvreté. La moitié d'entre eux sont des enfants.

Jamais le monde n'a compté plus de démocraties. Dans le même temps, beaucoup ont le sentiment que le pouvoir s'est déplacé vers l'échelon mondial et qu'il est devenu plus difficile à infléchir.

Jamais le monde n'a porté plus d'attention aux droits de l'homme. Dans le même temps, des êtres humains sont opprimés partout dans le monde à cause de leur appartenance religieuse ou politique, de leur sexe ou de leur origine ethnique.

Tous les jours, des exactions et des injustices sont commises. Mais dans le même temps, la mondialisation rend visible ce qui se passe dans le monde et nous

donne des moyens accrus d'y remédier. Pour parvenir à des résultats, une coopération internationale est nécessaire dans tous les domaines des politiques.

Nous voulons contribuer à un monde meilleur. Nos impératifs en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'équité économique, se fondent sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains.

Un monde plus équitable a besoin d'une ONU forte

Les Nations Unies sont l'acteur mondial le plus important pour l'équité. L'attribution du prix Nobel de la paix témoigne de la crédibilité de l'organisation internationale et de sa force croissante.

Les objectifs du développement formulés dans la Déclaration du millénaire des Nations Unies prévoient de réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015.

Cela demande davantage de coopération pour le développement, un commerce plus équitable et des réformes.

Cela demande plus de moyens financiers. À cette fin, les Nations Unies, la Banque mondiale, l'Institut monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des représentants du monde des affaires se réuniront en mars à Monterrey pour lancer une coopération novatrice.

Cela demande que soit jugulé le VIH/SIDA, qui continue de déstabiliser des sociétés entières. Les Nations Unies ont un rôle essentiel à jouer, entre autres par le biais de l'ONUSIDA, où la Suède siège au conseil d'administration.

Cela demande un développement durable, résultant de progrès sociaux, politiques, économiques et écologiques. À cette fin, les dirigeants mondiaux se

réuniront en septembre à Johannesburg pour faire face aux enjeux de l'avenir par une approche concertée.

Et cela demande un dialogue renforcé entre le Nord et le Sud. Le gouvernement a invité les partis représentés au Riksdag et d'autres intervenants à contribuer aux travaux. En mars, la commission d'enquête parlementaire Globkom présentera des propositions en vue d'une politique suédoise d'ensemble pour le développement mondial.

La Suède agit aussi par l'intermédiaire de l'Union européenne, qui est une force importante pour l'action en faveur de l'équité dans le monde. L'Union fournit plus de la moitié de l'aide mondiale au développement, et le gouvernement s'emploie actuellement à obtenir que chacun des États membres établisse un calendrier pour la réalisation de l'objectif fixé par les Nations Unies, 0,7 pour cent du revenu national brut pour la coopération au développement.

La Suède est d'ores et déjà parmi les pays qui investissent le plus dans la coopération au développement, et le niveau de son aide continue de progresser vers l'objectif d'un pour cent. De 2000 à 2004, elle augmentera de 50 pour cent pour passer de 14 à 21 milliards de couronnes.

Un monde plus équitable repose sur la démocratie et les droits de l'homme

La promotion de la démocratie et des droits de l'homme est fondamentale pour la Suède et l'Union européenne. Il s'agit de défendre l'égale dignité de tous les êtres humains.

À l'ère de l'économie mondialisée, de l'information et de la mobilité, cette mission est plus importante que jamais. Le marché sans frontières d'aujourd'hui

doit avoir pour contrepoids des valeurs sans frontières, fondées sur la démocratie et les droits de l'homme.

Presque tous les pays se rallient à ces valeurs – sur le papier. Mais dans la pratique, nous voyons la dignité humaine bafouée et la démocratie mise en échec. Dans bien des pays, les femmes – la moitié de la population – n'ont pas de possibilité de faire entendre leur voix.

Cette année, la Suède étant devenue membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, nous aurons des possibilités accrues d'œuvrer pour la démocratie et pour la liberté de religion et d'opinion. Nous défendrons aussi les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapés, nous lutterons contre la peine de mort, la torture, la traite des êtres humains et le racisme.

Les enfants sont les plus exposés. C'est pourquoi les droits de l'enfant sont un volet majeur de l'action du gouvernement. Nous travaillons à éradiquer la pratique odieuse des mutilations sexuelles sur les fillettes. La Suède joue un rôle moteur dans la préparation du sommet mondial de l'enfance qui se tiendra en mai sous l'égide des Nations Unies ; le gouvernement y attirera particulièrement l'attention sur les enfants vivant dans des zones de guerre ou en exode, atteints du VIH/SIDA, exposés à l'exploitation sexuelle ou à d'autres formes d'exploitation. Nous avons fait adopter l'interdiction du recrutement forcé ou de l'engagement volontaire des enfants de moins de 18 ans dans les forces armées. Le gouvernement soumettra par ailleurs au Riksdag une communication concernant les moyens d'intégrer les droits de l'enfant dans la coopération au développement.

La Suède s'emploie activement à lutter contre la traite des êtres humains. Les gouvernements du monde se doivent de coopérer pour mettre fin à cette grave atteinte à la dignité et aux droits de la personne humaine. Le gouvernement

élaborera une stratégie pour notre contribution à ce combat par l'intermédiaire de l'aide au développement.

Nous voulons améliorer la protection des personnes dans les conflits. Cela suppose une large convergence entre le droit humanitaire, les droits de l'homme et le droit international des réfugiés. Il y faut aussi une étroite coopération entre les organismes humanitaires.

Dans le cadre du Conseil de l'Europe, le gouvernement a pris une initiative visant à l'interdiction totale de la peine de mort. Il y a lieu d'espérer qu'une décision sera prise dès ce printemps. De plus en plus de pays abolissent la peine capitale, mais une série d'autres continuent malheureusement d'appliquer cette sanction inhumaine. La Chine, l'Arabie saoudite, les États-Unis, l'Iran et l'Irak sont de ce nombre. C'est inacceptable. La peine capitale est contraire au droit à la vie et n'a pas sa place dans un ordre juridique moderne.

La Suède renforce encore son action en faveur des droits de l'homme. Le gouvernement a adopté un plan d'action national, et ce printemps ses services ouvriront un site Internet qui présentera des informations nationales et internationales et offrira une enceinte au débat sur les droits de l'homme.

Un monde plus équitable repose sur un commerce mondial plus ouvert

Le commerce mondial a besoin de règles du jeu nouvelles et équitables, faute de quoi les forts l'emportent au détriment des faibles. C'est pourquoi l'Union européenne a décidé d'exonérer les 49 pays les plus pauvres du monde de droits de douane sur toutes les marchandises sauf les armes. C'est pourquoi nous nous félicitons de voir le nouveau cycle de l'OMC intégrer les besoins des pays en développement, ainsi qu'il ressort de l'agenda sur lequel tous les pays de l'OMC se sont entendus l'automne dernier. Les pays en développement sont

particulièrement tributaires d'une percée dans le secteur agro-alimentaire, où leurs exportations sont limitées par des droits de douane élevés. L'Union européenne doit y contribuer en réformant sa politique agricole.

Le nouveau cycle de l'OMC sera bénéfique non seulement pour les pays en développement, mais aussi pour le marché intérieur de l'Union européenne, la région de la Baltique et la Suède. La libéralisation des flux commerciaux, la multiplication des investissements, de meilleures opportunités d'exportation et des importations moins chères amélioreront la croissance et l'emploi dans notre pays. Le nouveau cycle de négociations accroît aussi les perspectives d'une meilleure gestion de la mondialisation, puisque pour la première fois, les questions environnementales seront incluses dans les négociations commerciales.

L'Organisation mondiale du commerce s'agrandit rapidement. L'adhésion de la Chine est d'une portée toute particulière et contribuera, nous l'espérons, à une ouverture accrue de ce pays. Le gouvernement agit en vue de permettre également une adhésion aussi rapide que possible de la Russie.

Le monde des affaires a un rôle important à jouer dans l'action internationale pour un développement équitable et durable. Le gouvernement a donc invité des entreprises suédoises à une concertation sur la responsabilité sociale et environnementale du monde des affaires. Nous voulons de la sorte engager les entreprises dans un partenariat pour les droits de l'homme et un environnement de qualité.

Un monde plus équitable suppose le renforcement de l'ordre juridique international.

Les effroyables actes de terrorisme du 11 septembre ont révélé la vulnérabilité d'une société ouverte et les menaces qui peuvent peser sur nous tous. Pour la Suède et pour l'Union européenne, il va donc de soi de participer avec énergie à la lutte contre le terrorisme international. Cette lutte commune montre la force qui réside dans une action concertée, mais aussi l'insuffisance de ce que nous avons fait dans le passé.

La nécessité d'agir vite ne doit pas conduire à des violations des droits individuels. Les sanctions prises contre les personnes doivent être fondées sur des faits, et révisables. La Suède est parvenue à obtenir une amélioration de la sécurité juridique dans l'application des sanctions par l'Union européenne. Elle travaille maintenant à faire adopter des modifications analogues pour le régime de sanctions des Nations Unies. Le gouvernement a pris en outre une initiative en vue d'une révision internationale de l'instrument des sanctions, qui doit déboucher sur des propositions concernant leurs modalités de mise en œuvre et de surveillance, et les moyens d'en améliorer la sécurité juridique.

La Suède se félicite de la mise en place de la Cour pénale internationale qui aura lieu dans le courant de l'année. Nous disposerons ainsi d'une juridiction permanente et novatrice pour connaître des crimes de guerre, génocides et crimes contre l'humanité.

Le gouvernement appuie les tribunaux des Nations Unies pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, et elle espère que le tribunal pour la Sierra Leone pourra être instauré bientôt.

Il est satisfaisant de voir un nombre croissant de pays apurer eux-mêmes leur passé. Les crimes de guerre, les génocides et les crimes contre l'humanité doivent être punis. C'est indispensable pour préserver l'État de droit, prévenir de nouveaux actes criminels et faciliter la réconciliation.

Un monde plus équitable tirera bénéfice d'une Union élargie

L'Union européenne accomplira cette année un pas historique en achevant les négociations avec la plupart des pays candidats. Il s'agit fondamentalement d'affermir les bases de la paix et de la démocratie, du bien-être et de la libre circulation en Europe. En même temps, nous devons être vigilants face aux forces xénophobes qui font entendre leur voix et veulent fermer l'Union au monde qui l'entoure. L'Union doit incarner l'ouverture et la solidarité. Dans cet esprit, nous œuvrons pour une harmonisation de la politique des migrations sur la base du droit d'asile et de l'humanité.

L'élargissement demeure la première priorité de la Suède dans l'action communautaire. Nous soutenons l'adaptation des pays candidats aux critères de l'Union et nous espérons pouvoir saluer en 2004 l'entrée des premiers nouveaux membres de l'Union. C'est là un résultat concret de la présidence suédoise et du sommet de Göteborg.

L'Union européenne est en mutation. Dans quelques années, le cercle de ses États membres aura presque doublé, et le marché intérieur se sera accru de plus de cent millions d'habitants. L'euro apporte un autre changement important. Les Suédoises et Suédois doivent se prononcer l'année prochaine par référendum sur l'union monétaire.

L'élargissement accroît la nécessité d'un débat sur l'avenir de l'Union. Il s'agit de nous entendre sur ce que nous attendons de l'Union et de trouver les modalités qui lui permettront de fonctionner harmonieusement même avec 25 ou 30 membres. Cette discussion, dans un premier temps, aura lieu dans le cadre d'une convention, mais il faut qu'elle soit beaucoup plus large que cela. Le

gouvernement a nommé une commission parlementaire pour encourager le débat en Suède.

La Suède poursuit aujourd'hui l'heureuse collaboration qu'elle a instaurée avec les pays candidats pendant sa présidence. Nous avons bien des intérêts communs, autour desquels nous pourrions coopérer dans une Union élargie.

La coopération nordique, dont le développement se poursuit, s'est aujourd'hui redynamisée par la participation des États baltes. Les pays nordiques renforcent également leur coopération dans le cadre de l'UE.

Nous devons également accroître nos contacts avec nos nouveaux voisins européens. Nous avons engagé un nouveau programme de coopération avec l'Europe centrale et orientale et souhaitons approfondir le dialogue entre l'UE et la Russie. Nous y contribuerons de manière substantielle en donnant à la Russie, par le biais de l'harmonisation et d'une réduction des barrières commerciales, les moyens d'accroître ses possibilités d'intégration économique et d'échanges commerciaux. Nous devons parallèlement formuler des exigences. La Russie doit défendre la libre opinion, respecter les droits de l'homme et le droit humanitaire – en Tchétchénie également.

Dans le cadre de la coopération qu'elle développe avec la Russie, la Suède établira ultérieurement dans l'année un consulat général à Kaliningrad, région d'une importance cruciale pour l'ensemble de notre environnement proche. Une autre région importante est celle du Nord-Ouest de la Russie, où nous contribuerons à accroître la sécurité nucléaire dès qu'aura été signé l'accord nécessaire à cet effet.

Solidarité et coopération sont génératrices de sécurité, pour les États comme pour les personnes

Il importe tout particulièrement pour la Suède de renforcer la sécurité et la coopération dans son environnement proche. Nous participons activement à la coopération dans la mer de Barents et la Baltique, nous apportons notre contribution à la dimension septentrionale de l'UE, nous accordons la priorité à l'intégration entre les pays baltes et nordiques, des actions spécifiques ayant été engagées dans la région de l'Öresund. Nous soutenons l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie dans leurs efforts pour mener à bien leurs objectifs de politique de sécurité et devenir membres de l'UE et de l'OTAN. Nous continuons à contribuer à la sécurité, au sens large du terme, des États riverains de la mer Baltique. La coopération en faveur de la sécurité constitue une pierre angulaire de la politique suédoise dans la région de la Baltique.

Avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe, l'UE et l'OTAN représentent les piliers de l'architecture européenne de sécurité. L'engagement des États-Unis à l'égard de l'Europe reste également essentiel.

La politique suédoise de sécurité vise à maintenir la paix et l'indépendance de notre pays, à contribuer à la stabilité et à la sécurité dans notre environnement proche ainsi qu'à renforcer la paix et la sécurité internationales.

La Suède ne participe pas aux alliances militaires. Cette ligne de politique de sécurité, ouvrant la possibilité de rester neutre en cas de conflit dans notre environnement proche, nous a été bénéfique.

Dans une perspective future, il est plus clair que jamais que la sécurité ne se limite pas à l'absence de conflits militaires. Les moyens les plus efficaces de conjurer les menaces contre la paix et notre sécurité résident dans la communauté et la coopération avec d'autres pays. Au plan mondial, cela trouve sa meilleure

expression dans notre soutien aux Nations Unies. Par notre appartenance à l'Union européenne, nous participons à une communauté solidaire dont l'objectif majeur est d'éviter la guerre sur le continent européen.

Une capacité de défense satisfaisante est un volet essentiel de la politique suédoise de sécurité. La Suède œuvre de manière active à promouvoir le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive.

Lorsqu'il assumait la présidence de l'UE, le gouvernement a travaillé pour accroître la coordination entre l'UE et les Nations Unies dans le cadre de la prévention des conflits, de la gestion de crise et dans le cas de crises régionales. L'Union dispose d'un large potentiel dans la contribution qu'elle peut apporter, en particulier dans le domaine de la prévention, où elle est en mesure d'exploiter tout un éventail de moyens. La Suède continue de s'engager dans les actions de prévention des conflits. Nous serons l'hôte cet été d'une conférence placée sous l'égide de l'Union européenne, conférence qui renforcera la coopération entre l'UE, les Nations Unies et les autres intervenants européens en matière de prévention des conflits.

L'UE est maintenant prête à mettre en place un certain dispositif de gestion de crise. L'Union s'est ainsi dotée d'un outil supplémentaire lui permettant de promouvoir la paix et la sécurité. L'an prochain, l'UE sera en mesure de déployer jusqu'à 60 000 soldats et 5 000 policiers dans le cadre d'actions internationales. Nous bâtissons parallèlement une capacité nous permettant d'assister des pays en crise dans les secteurs de l'administration civile, de la justice et des services de secours.

Le renforcement des capacités de l'UE accroît les attentes que place le reste du monde dans notre contribution à la prévention et la résolution des conflits. Politiquement, nous sommes tenus de nous efforcer de faire face à ces attentes.

L'Union doit mettre ses ressources à la disposition des Nations Unies. Elle doit notamment être en mesure d'expédier des troupes dans un foyer de crise, où qu'il soit, en l'espace de 30 jours et combler ainsi le vide en attendant l'arrivée sur place de troupes régulières des Nations Unies. Cela correspondrait à la capacité d'action rapide recherchée par Kofi Annan.

Des menaces globales requièrent des solutions globales

Notre objectif est de construire un monde sans armes de destruction massive. Les accords sur les armes biologiques, sur les armes chimiques et contre la dissémination des armes nucléaires doivent être renforcés, leur respect garanti, l'adhésion universelle à leurs dispositions favorisée.

Les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés à démanteler leurs arsenaux. Un plan d'action sur le désarmement nucléaire en treize points a été adopté. Il doit être maintenant mis à exécution. Nous y œuvrerons lorsque, ce printemps, la Suède conduira les négociations visant à renforcer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Le gouvernement stimulera également ce processus avec l'aide de la coalition pour un nouvel agenda.

Le désarmement nucléaire doit être rendu irréversible. Le gouvernement se félicite de voir le secrétaire d'État Colin Powell annoncer un accord juridiquement contraignant sur des réductions substantielles des arsenaux nucléaires stratégiques des États-Unis et de la Russie. La phase suivante devrait logiquement consister en une réduction du nombre des armes nucléaires tactiques.

Il est regrettable que les États-Unis aient dénoncé de manière unilatérale le Traité ABM et qu'ils poursuivent leurs plans de défense antimissiles. Cela risque de conduire à une nouvelle course aux armements. Il est par ailleurs inacceptable de

voir la Chine invoquer les plans des États-Unis comme motif pour renforcer son armement nucléaire et bloquer les progrès réalisés dans le domaine du désarmement. Les États-Unis doivent maintenant poursuivre leurs consultations pour rechercher une solution qui contribue de façon positive à l'action en faveur du désarmement et de la non-prolifération.

L'Inde et le Pakistan doivent se conformer aux décisions du Conseil de sécurité, cesser leurs essais de missiles balistiques et signer au plus vite le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

Les armes de petit calibre font quotidiennement des victimes, tant dans les conflits armés que des suites d'actes criminels. La Suède et l'UE œuvrent pour une collecte et une destruction de ces armes dans les pays particulièrement exposés. Le commerce illicite des armes de petit calibre doit être enrayé.

La Suède continue d'œuvrer pour un strict contrôle du commerce de matériel de guerre et de produits utilisables dans la fabrication d'armes de destruction massive. Cela constitue une contribution importante à la sécurité internationale.

La politique extérieure de la Suède se fonde sur l'engagement et le dialogue

Le monde entier s'est uni dans la lutte contre le terrorisme. Parallèlement, nous sommes aussi les témoins de tensions entre le Nord et le Sud, entre l'Ouest et le monde musulman.

Pour renforcer le dialogue entre l'Europe et les pays musulmans, la Suède et l'Espagne souhaitent accroître la coopération de l'UE avec les pays du partenariat euroméditerranéen. L'accent sera mis sur les échanges de jeunes, les médias et l'information. Un plan d'action sera adopté en avril. L'Institut d'Alexandrie et le Centre d'Istanbul contribuent davantage encore au dialogue entre la Suède et les

pays méditerranéens. Dans le cadre d'une coopération élargie, incluant le Moyen-Orient et l'Asie, le gouvernement souhaite renforcer ses contacts avec des femmes et groupes de femmes musulmans. Le gouvernement souhaite également stimuler ce dialogue au plan national. À cet effet, nous diffuserons ce printemps, dans l'ensemble des lycées et organisations de jeunesse, un ouvrage destiné à susciter discussion et réflexion.

Le processus de paix du Moyen-Orient s'est enlisé. Nous constatons une fois de plus que la violence engendre la violence. Israël anéantit des foyers palestiniens, recourt à des exécutions extrajudiciaires et conforte son occupation tandis que des kamikazes palestiniens répandent la terreur dans la société israélienne. Des innocents meurent dans les deux camps. Des négociations se fondant sur le droit international apparaissent comme la seule issue possible à une situation chaotique. Les parties doivent reprendre leurs conversations sur l'application du rapport Mitchell. L'objectif est de mettre fin à l'occupation, de faire cesser les actes de terrorisme, d'instaurer un État palestinien démocratique et une coexistence pacifique entre Israël et la Palestine. L'Autorité palestinienne et son président élu sont nécessaires pour rendre possible une solution pacifique. L'Union européenne et la Suède sont prêtes à y apporter leur contribution.

La Suède prend une part active aux actions d'aide humanitaire organisées maintenant en faveur de l'Afghanistan. Aujourd'hui, plus que jamais, ce pays a besoin de notre aide. C'est pourquoi le gouvernement lui allouera jusqu'à un milliard de couronnes dans les trois années à venir. Nous accordons une priorité toute particulière aux femmes et aux enfants qui ont le plus souffert de ce conflit interminable et de l'oppression de talibans. Le Comité suédois pour l'Afghanistan accomplit, dans ce contexte, des actions d'une valeur inestimable. La Suède s'est trouvée rapidement sur place du fait de sa participation à la force internationale d'assistance à la sécurité. Accroître la sécurité constitue un préalable à la reconstruction de ce pays dévasté d'une part, au retour des réfugiés de l'autre.

Les Suédois, qui participent nombreux à des actions civiles et militaires en Afghanistan et ailleurs dans le monde, accomplissent un travail important pour la paix globale, pour la sécurité et pour la Suède.

Notre engagement à l'égard des Balkans occidentaux demeure. Nous contribuons à la reconstruction de tous les pays de la région, participons à l'action du pacte de stabilité et fournissons un bataillon à la force internationale au Kosovo ainsi que de petites unités en Bosnie. Si, avec le soutien de l'UE, cette région s'engage sur la voie de l'intégration européenne et d'une coopération accrue, elle est parallèlement menacée par une persistance des tensions ethniques. Nous soutenons le dialogue qui s'est engagé pour renouveler la fédération yougoslave et accroître la coopération régionale. Une réconciliation à long terme suppose une coopération pleine et entière de l'ensemble des États avec le Tribunal pénal international des Nations Unies.

Nous devons continuer de renforcer nos relations avec l'Afrique et soutenir les États qui, de concert, aspirent à la démocratie, à une bonne gestion des affaires publiques et à un développement soutenable, aspirations qui sont au cœur du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA). Ces valeurs fondamentales communes ont été les thèmes cardinaux de la conférence qui a réuni, en janvier dernier à Stockholm, plusieurs ministres africains et nordiques des affaires étrangères. Au Zimbabwe, la tendance est inverse. Nous devons y réagir et soutenir les forces au service pour la démocratie.

En Colombie, le conflit armé continue de faire des victimes civiles. La Suède prend part aux tentatives menées pour maintenir en vie le processus de paix. Nous espérons que les conversations entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC déboucheront sur un cessez-le-feu dans le courant de ce printemps.

La Suède et l'Union européenne soutiennent la poursuite de l'action pour la paix et la réconciliation dans la péninsule de Corée.

Le 20 mai prochain, le Timor oriental sera le premier pays de ce millénaire à accéder à l'indépendance. Son évolution vers la démocratie et l'indépendance, un succès pour les Nations Unies, montre que l'engagement porte ses fruits.

L'ampleur de l'action internationale de la Suède ne requiert pas uniquement un engagement. Elle exige aussi des ressources, et des ressources là où elles s'avèrent utiles. Dans un monde en perpétuelle mutation, l'administration des affaires étrangères doit toujours être prête à s'adapter, dans les limites d'un cadre préalablement établi. En plus du consulat général qu'elle s'apprête à ouvrir à Kaliningrad, la Suède prépare actuellement l'établissement d'ambassades en Slovaquie et au Bélarus. Parallèlement, nous intensifions notre action visant à promouvoir les intérêts économiques suédois et, partant, la croissance et l'emploi en Suède. D'ici l'année 2004, le gouvernement suédois accroîtra de 150 millions de couronnes les crédits accordés au titre de la promotion du commerce et des investissements. Dans le cadre de cette campagne, nous préparons l'ouverture d'un consulat général à Canton pour pouvoir organiser des actions ciblées sur le marché du sud de la Chine. La Suède nouvelle et créative offre dans ce contexte une image de marque performante.

Madame la Présidente,

Notre responsabilité commune vis-à-vis de l'avenir n'est jamais apparue aussi nettement qu'aujourd'hui. La mondialisation aidant, les frontières séparant les politiques intérieure et extérieure tendent à s'estomper. La justice, les droits de l'homme, la démocratie et le développement durable doivent également prendre

un caractère mondial. Nous devons œuvrer pour les mêmes valeurs en Suède, dans l'Union et dans le monde entier.

Nous avons, cette année, de multiples occasions pour intensifier notre action en faveur d'une justice mondiale. Nous mettrons à profit les grandes conférences internationales, les nouvelles négociations qui s'engagent dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et notre présence à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

C'est ensemble que nous parviendrons à un changement. C'est sur l'équité et le développement que s'est bâti l'État de bien-être suédois. C'est également sur l'équité et le développement que peut s'édifier un système mondial de protection sociale. Équité et développement constituent le bien commun de tous les êtres humains.